

Référence :

Gilles Brougère (2013) « Les obstacles à la prise en compte du bien-être de l'enfant à l'école maternelle en France », in *Bien-être des jeunes enfants dans l'accueil et l'éducation en France et ailleurs*. Actes du colloque organisé par la DREES et le CAS, Paris octobre 2011, pp. 145-148

Les obstacles de la prise en compte du bien-être de l'enfant à l'école maternelle en France

Gilles BROUGERE

Je vais plutôt évoquer la question de la rupture entre crèches et écoles maternelle que celle de la continuité. En effet, envisager les obstacles à la prise en compte du bien-être de l'enfant à l'école maternelle invite à se pencher sur une rupture spécifique. L'intervention de Peter MOSS m'incline également à penser aux obstacles à l'intégration qui se posent du fait que l'école maternelle est « école » avec ce que cela implique en termes de valeur et de pédagogie.

Il me sera difficile de présenter toutes ces idées en vingt minutes, aussi me limiterai-je à quelques pistes de réflexion qui ne sont en aucun cas des certitudes mais qui pourront servir de contribution au débat.

1. Le bien-être à l'école maternelle, une affaire de culture

Le bien-être et donc la relation entre bien-être et école maternelle est aussi une affaire de culture et, probablement, à certains égards, de culture politique. En effet, la relation entre l'école et la politique est forte, particulièrement en France. Derrière la culture de l'école maternelle sont mis en exergue d'autres dimensions, qui ne sont pas celles du bien-être. La question du plaisir à l'école a récemment été évoquée¹. Or, il me semble que ce thème recouvre les mêmes problématiques liées à la culture que celui qui porte sur le bien-être.

Je voudrais au préalable insister sur un point. Il ne s'agit pas de mettre en cause les enseignants, dont j'ai pu constater à de nombreuses reprises l'empathie à l'égard des enfants, mais de souligner la difficulté à construire des situations de bien-être à l'école maternelle, difficultés qui résultent plus d'un effet système que de volontés individuelles. Il est d'ailleurs possible que cette empathie rende supportable ce qui, sans elle, pourrait apparaître comme insupportable.

Je voudrais évoquer la relation entre valeurs et pédagogie, en montrant que derrière des choix pédagogiques à l'école maternelle, il s'agit moins d'une affaire de techniques que de valeurs. Ce qui implique un enracinement et la difficulté de réformes ou de transformations en profondeur. Tout changement supposerait de mener une réflexion sur ces valeurs, réflexion critique afin d'être en mesure de les refonder.

En France, les valeurs renvoient d'abord à l'idée que l'école est l'école de la République. Or, se développe aujourd'hui, dans le débat politique et, partant, dans le débat pédagogique, une instrumentalisation des valeurs de la République. A titre d'illustration de mes propos, je citerai une phrase du sociologue Luc BOLTANSKI, issue d'un compte rendu d'ouvrage publié dans *Le Monde* le 9 septembre 2011 : « *Aucun domaine n'est aujourd'hui plus fortement envahi de « républicanisme » que l'école. L'idéologie néo-républicaine est un poison qui est en train d'envahir la pensée française, de l'extrême gauche à l'extrême droite, avec ses relents de xénophobie, de moralisme et de nationalisme* ». Je vous invite à réfléchir à

¹ On peut se reporter au n°57 de la *Revue Internationale d'Education de Sèvres* (Septembre 2011) dont le titre est : Le plaisir et l'ennui à l'école.

ces propos. Je ne suis pas certain d'en partager la violence, mais il me semble que la contribution d'un sociologue tel que Luc BOLTANSKI est à prendre en considération.

Je souhaite évoquer la manière dont les valeurs de la République sont traduites, et donc transformées, en innervant la pédagogie de l'école maternelle. J'ai essayé de le montrer dans un article paru dans le numéro 53 de la Revue Internationale d'Education de Sèvres². Mais ceci se retrouve aussi exprimé par des enseignantes. Lors d'un entretien collectif avec des enseignantes, organisé dans le cadre d'une recherche, voici ce que l'une d'entre elles dit d'une façon très claire : « *En fait, c'est culturel. Je pense, vu qu'en France on est sous...enfin, l'école de la République, liberté, égalité, fraternité ou enfin...laïque. On essaye d'effacer les religions, et puis d'avoir une langue en commun, qui nous réunit. Culturellement, c'est le français* »³. Dès que l'on travaille sur les valeurs on tombe sur cet élément fort, les valeurs de la République traduites sous forme pédagogique.

Il me semble qu'il s'agit tout d'abord d'une rupture avec les milieux sociaux dans leur diversité, au profit d'une inscription dans une logique de construction sociale renvoyant à l'Etat. Celle-ci considère les individus comme égaux en droits, libres, et capables de placer la nation comme première des valeurs. C'est un peu le socle qui innerve ensuite les logiques pédagogiques. L'Etat et ses représentants sont donc fortement valorisés alors que, dans d'autres pays, l'histoire conduit à une moindre confiance en l'Etat. Et l'on peut voir ainsi des différences très fortes dans les valeurs et donc dans la pédagogie entre la France et l'Allemagne, en partie liée à la façon dont on pense le rapport entre l'individu et l'Etat.

L'école de la République se doit de traiter les individus de manière égale, en s'adressant à ce qu'ils ont de commun. Cette conception repose sur la référence à l'universel. Elle conduit à prendre des distances avec toutes les particularités des enfants, des enseignants, et des situations locales, pour introduire à des valeurs plus universelles autour de la science, le savoir non pas considéré comme une production locale mais comme quelque chose de décontextualisé. Cette décontextualisation est, les études sociologiques le montrent, largement mythique. Tous les savoirs sont en effet contextualisés et localisés, liés à l'histoire et aux personnes qui les mettent en œuvre. Cependant, une telle culture n'est pas dénuée de force. Il y a une certaine beauté, et c'est ce qui donne de la force à cet idéal, dans la volonté de traiter tous les enfants de la même façon quelle que soit leur origine, d'ignorer les attaches familiales, religieuses, culturelles des uns et des autres. Le problème réside dans sa transposition concrète en classe. Mes observations m'amènent à penser que cette transposition favorise ce que l'on peut nommer la « pédagogie de la consigne ».

La consigne est devenue – ce n'était pas vrai il y a vingt ans – une clef pédagogique revendiquée comme telle. Certains enseignants considèrent la maîtrise de celle-ci comme l'un des objectifs de l'école maternelle. La consigne est d'autant plus importante qu'elle renvoie

² Gilles Brougère, « L'école maternelle française, une entrée dans quelle culture ? » *Revue Internationale d'Education Sèvres*, n°53, avril 2010, pp. 109-117

³ Citation tirée d'un entretien collectif entre enseignantes d'une école maternelle dans le cadre de la recherche *Children Crossing Borders* comparant l'accueil d'enfants d'immigrants dans cinq pays (Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, France et Italie). Pour le volet français, les entretiens collectifs effectués sur plusieurs sites s'appuyaient sur le visionnage de films montrant une journée d'enfants de 4 ans au préscolaire en France, en Allemagne ou aux Etats-Unis. Les différentes citations d'enseignantes, dans ce texte, sont tirées d'entretiens réalisés en 2006 et 2007.

aux valeurs républicaines. En effet, soumettre tous les enfants au respect d'une même consigne, même s'ils peuvent être organisés en groupes qui font que tous les enfants n'ont pas en même temps le même travail, est une manière de les traiter de manière égalitaire. L'enfant est transformé en élève grâce au cadrage de son travail autour de la consigne. Dans d'autres systèmes scolaires, l'initiative vient cependant davantage de l'enfant que de l'enseignant. Il ne s'agit donc pas de la seule façon d'organiser les apprentissages pour de jeunes enfants.

La liberté républicaine, quant à elle, se traduit par l'autonomie. Ce terme est très présent dans les textes officiels et les programmes. Même si les définitions diverses de l'autonomie qui y sont données se contredisent un peu, elle reste définie comme la capacité à suivre de soi-même la consigne. L'autonomie ressemble donc fort à la liberté d'obéir. L'enfant est autonome s'il est capable de suivre les consignes sans qu'on ait à faire le travail à sa place. Cela se traduit dans les groupes qui s'organisent et doivent être autonomes non au sens étymologique de se donner une loi mais d'obéir à une loi externe, ce que l'on peut appeler hétéronomie. Cela conduit à donner souvent une place au jeu uniquement en ce qu'il permettrait de respecter les règles, ce qui est un paradoxe dans la mesure où la règle du jeu est plutôt une production des joueurs. Ici elle ressemble étrangement à une consigne à laquelle il n'est pas possible de déroger.

La traduction de la fraternité renvoie à la question du travail collectif et à la difficile pratique de la coopération. Certes, des groupes de travail sont fréquemment mis en place dans les classes mais consistent plus souvent à l'organisation individuelle du travail de quatre à six enfants autour d'une même consigne qu'en un véritable travail collectif.

La relation directe de l'enfant à l'enseignant (sur le modèle de la relation directe du citoyen à l'Etat sans intermédiaire toujours suspect de relever du communautarisme) autour de la consigne garantit de l'égalité (formelle) valeur suprême rend difficile coopération, solidarité que l'on trouvera plus souvent en cour de récréation qui donne souvent à voir le contraire : l'égalité disparaît sous des logiques de violence et de *ledarship*, la liberté devient tellement forte qu'elle peut devenir loi de la jungle et la solidarité est nécessaire pour survivre dans cet univers.

Je n'ai pas besoin d'aller plus avant pour saisir que ces valeurs ne favorisent pas le bien-être de l'enfant faute de le prendre assez en considération dans sa diversité, de leur donner la parole et de l'insérer dans un collectif.

Il est également possible d'observer un effet de symétrie entre la consigne donnée aux enfants par les enseignantes et celle donnée aux enseignants par leur hiérarchie et les programmes qui sont de plus en plus détaillés et précis, proches en cela de consignes. La liberté pédagogique individuelle est certes affirmée, au risque d'avoir une incohérence dans les logiques pédagogiques au niveau de l'école. Cependant, aucune autonomie réelle n'est conférée aux équipes dans la construction d'un programme. L'autonomie individuelle tant vantée est illusoire et laisse l'enseignante soumise aux différentes pressions qui s'exercent sur elle. Seule l'autonomie collective, dans une logique d'interdépendance et de coopération entre professionnels, est atteignable. Les enseignantes sont soumises à la même logique que les enfants, ce qui permet de comprendre le fonctionnement du système. Cette situation provoque parfois une grande souffrance au travail, ainsi que j'ai pu le constater à de nombreuses reprises.

2. Réinterpréter les valeurs de la République à l'école maternelle

Un véritable changement suppose que nous interroguions nos valeurs. Elles font certes partie de notre histoire, mais leur interprétation n'est pas intangible. La pédagogie pourrait donc réinventer autrement les valeurs républicaines. Je souhaite à présent ouvrir quelques voies, afin de ne pas demeurer dans le pessimisme qui pourrait résulter de mes constats.

La liberté pourrait être considérée comme celle du citoyen enfant autour de la participation et du respect de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant que l'on pourrait inscrire dans les règles de l'école. Celle-ci considère que l'enfant doit donner son avis sur toutes les questions qui le concernent. Il n'y a pas lieu de penser que la pédagogie en générales et les activités développées en classe ne font pas partie du périmètre de la convention. Le système scolaire devrait donc être davantage tourné vers les initiatives de l'enfant, et diminuer l'importance de la consigne et de la centration autour de l'enseignant.

Le fait de considérer les enfants comme égaux est une force, mais cette conception a également des limites. Les enfants ne sont pas tout à fait égaux. Ils sont différents et il ne faut pas être aveugle aux différences. Il faudrait donc prendre en compte leurs différences afin d'aller vers plus d'égalité réelle pour dépasser la seule égalité en droits. La différenciation pédagogique pose problème en France, car elle est confrontée à un frein idéologique qui est de penser que l'on doit apporter des contenus identiques aux enfants. Cependant, la différenciation peut être une manière de traduire l'égalité de manière différente, en tenant compte de ce que l'enfant peut apporter à partir, entre autres, des compétences qu'il développe en dehors de l'école.

La fraternité pourrait être envisagée sous l'angle de la solidarité et de la coopération. Cette valeur peut renvoyer à l'attention et au souci de l'autre, qui est l'une des dimensions du « *care* », c'est-à-dire du « prendre soin ». Il ne s'agit pas simplement de faire apprendre, mais aussi de prendre en compte chaque enfant, se soucier de ce qui peut rendre difficile l'apprentissage. Cette valeur peut également s'affirmer à travers l'importance à donner au groupe, aux collectifs d'enfants. La pédagogie française est souvent très individualiste. Dans d'autres pays, les collectifs d'enfants ont une importance beaucoup plus marquée. Ils reposent sur une certaine autonomie des enfants, dans le sens où ceux-ci doivent construire leurs propres lois et être considérés, collectivement, comme les co-producteurs de leurs apprentissages.

Il s'agit de penser l'enfant citoyen dans le présent (et non dans le futur), construisant une autonomie qui n'est pas une affaire individuelle mais en relation avec les autres, dans un univers d'interdépendance, de la mise en œuvre d'un souci de l'autre comme centre de la pédagogie (non pas fournir à tous la même chose, mais en fonction des besoins de chacun).

Mais cela suppose que le devenir élève, qui doit s'accommoder de l'être enfant et non s'y opposer, doit être pensé autrement, non pas comme une conformation (savoir obéir aux consignes) mais comme une capacité d'initiative face à ses apprentissages. Découvrir qu'apprendre c'est augmenter ses capacités d'agir, c'est prendre du plaisir, que ce n'est pas incompatible avec le bien-être

Mais cela ne peut-être vrai pour l'enfant que si c'est également vrai pour l'enseignant. En effet pour que les valeurs républicaines soient ainsi repensées, il faut qu'elles trouvent leur pendant dans les pratiques professionnelles. Les enseignants doivent jouir de plus de liberté et

d'autonomie pour plus de coopération. Le système hiérarchique des inspecteurs a certainement fait son temps. Certains d'entre eux sont du reste de cet avis.

La création de collectifs, qui examineraient les situations et prendraient les décisions au niveau des crèches et des maternelles, est certainement l'une des conditions de la mise en place d'un système plus intégré. Je ne crois pas vraiment à la validité de décisions prises par les services municipaux ou les inspecteurs.

Tel devrait être le programme d'une école maternelle rénovée et orientée vers le bien-être : prendre tout le temps non pour anticiper les apprentissages, mais savoir apprendre et découvrir comment apprendre est plaisant, peut favoriser le bien-être.. Sans rompre avec les valeurs de la République, une autre école maternelle est possible en interprétant et en contextualisant celles-ci dans le présent.